

- **Nom**
Maison de l'Europe Angers&Maine et Loire – Europe Direct

- **Prénom**
MdE49

- **Adresse**
14 place Imbach – 49100 Angers

- **Raison sociale**
Association loi 1901

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
L'EUROPE SOCIALE « ET SI L'EUROPE N'EXISTAIT PAS »

- **Description de l'activité**

La Maison de l'Europe Angers & Maine-et-Loire 49 – Europe Direct en partenariat avec la Confédération Française Démocratique du Travail Pays de la Loire (CFDT Pays de la Loire), a organisé une consultation citoyenne sur le thème Prospérité et Emploi en Europe.

Cette consultation a favorisé l'échange avec le public sur les valeurs européennes et la démocratie, le dialogue social européen, les acquis sociaux de l'Europe, sous la question « Et si l'Europe n'existait pas ? ».

Organisé dans un lieu convivial, M Thiébaud Weber, Secrétaire Confédéral de CES (Confédération Européenne des Syndicats), Expert de ce sujet et modérateur de l'échange a donné les clefs de lecture avant de laisser la parole au public. Il a aussi expliqué ce qu'est la CES et a évoqué les principales pistes qui guidaient actuellement leur action :

 - relance du dialogue social européen
 - consolidation d'un socle européen des droits sociaux qui, pour la CES, est un geste politique. Lors du Sommet de Göteborg, la Commission a pris 3 initiatives en ce sens. Aujourd'hui, une vingtaine de principes (sans valeur juridique) a émergé, circonstance qui milite en faveur de ce socle.

Aussi la discussion a eu lieu en 3 temps :

 - 1- Pour moi l'Europe sociale c'est...
 - 2- Et demain : qu'est qu'on veut ? Quelles sont nos priorités
 - 3- Conclusion

- **Date et heure**
Jeudi 11 octobre à 18h30

- **Lieu**
Le Joker's Pub 32 rue St Laud 49100 Angers

- **Nombre de participants**
32

- **Catégories de publics présents**
Etudiants 5 Actifs 18 Retraités 8

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Thiébaud Weber, Secrétaire Confédéral de CES (Confédération Européenne des Syndicats), Antoine Lelarge Secrétaire Général de l'Union Départementale CFDT Maine et Loire, Jean-Marc Minier, Président de La Maison de l'Europe Angers & Maine-et-Loire 49 – Europe Direct

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
Perception de l'Europe Sociale : « un nuage flou qui plane au-dessus de nous », on ne sait pas ce qu'elle fait. Elle est pourtant là pour tous les citoyens, pour les protéger. Il est alors facile de lui faire porter tous les maux.
Des acquis de l'Europe sociale : la carte européenne d'assurance maladie, le droit syndical, l'égalité hommes/femmes au travail, avec possibilité de recours à la Cour de Justice européenne, la réglementation du temps de travail, des temps de pause et de la sécurité au travail, un salaire minima dans les Etats membres, en particulier en Allemagne.
Les progrès du dialogue social européen dans les entreprises européennes (rôle de la CES, Confédération Européenne des Syndicats)
L'ERASMUS des apprentis qui peut changer la vie des jeunes

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
Comment valoriser l'action de l'Europe ?
En effet, comment faire prendre conscience aux citoyens que l'UE fait partie de notre quotidien ? Comment montrer aux Français ce qu'ils perdraient si l'Europe sociale

n'existait pas et comment parler aux jeunes, notamment étudiants, très mobiles, de l'Europe sociale ?

D'autres questions émergent comme :

Comment faire progresser l'Europe sociale avec certains Etats membres qui refusent l'accueil des migrants ? ou encore sur la réglementation des travailleurs détachés à appliquer avec rigueur, en considérant aussi qu'elle profite à 250 000 français. Mais aussi la maîtrise d'une langue étrangère au moins, pour lever les freins à la mobilité, et les enjeux des questions sociétales (IVG, PMA, GPA), quelle harmonisation en Europe ?

Que veut-on faire de l'Europe ?

On doit réfléchir aux enjeux du futur, quel modèle de vie, quels droits ?

La problématique des transitions est d'actualité, tant dans le domaine de l'environnement que du numérique (intelligence artificielle) avec pour cette dernière ses conséquences sur l'emploi. Le CES milite pour la création d'un fonds européen de transition pour accompagner les salariés susceptibles de perdre leur emploi. Ces transitions imposent une régulation européenne et la perspective d'une assurance chômage européenne.

Réflexion relative aux défis qui nous attendent en matière sociale.

Concernant la mobilité des jeunes, comment l'Europe sociale peut-elle parler aux jeunes ? En réponse, rappel du budget ERASMUS qui est multiplié par 2 et que ce programme avait été étendu aux apprentis. En matière d'études supérieures des progrès notoires sont à relever avec l'émergence d'un espace européen (dans l'idée du Sommet de Bologne).

L'Europe sociale peut-elle exister sans une Europe politique forte ?

Peut-on avoir une Europe sociale alors que certains Etats n'arrivent pas à résoudre la question des migrants et que le budget de la zone euro interroge ?

A propos de la zone euro, elle est plus forte et plus cohérente car il y a des stabilisateurs sociaux.

- **Pistes de proposition formulées**

Quelle Europe sociale pour demain ?

Une égalité de traitement de tous les étudiants partout en Europe pour faciliter la mobilité

Mettre en place une autorité européenne du travail qui coordonne l'action des inspecteurs du travail des Etats membres.

Tendre vers un SMIC européen, en équivalent de pouvoir d'achat.

Vers une assurance chômage européenne et un Pôle Emploi européen pour faciliter la mobilité des travailleurs.

Une proposition de la CES pour un budget européen dédié au social.

La « coopération renforcée » en matière sociale pour faire avancer les choses.

Une meilleure reconnaissance mutuelle des diplômes au sein de l'UE (notamment dans le secteur de la santé) pour développer la mobilité, mais aussi la nécessité d'un apprentissage d'une langue étrangère au moins, pour lever les freins à la mobilité.

La connaissance et la prise en compte de la dimension culturelle propre à chaque peuple européen lors des débats sur les questions de société

En résumé, le modérateur a indiqué que tous les sujets-clefs de l'Europe sociale étaient illustrés par la problématique de la mobilité au travail.

La liberté de circulation est une question peu présente au cœur du projet européen. La mobilité devrait être choisie et non subie. La cohésion sociale de l'Europe est indispensable sinon les "gagnants" des progrès technologiques d'aujourd'hui seront toujours les gagnants de demain (digitalisation, numérique, etc...).

L'un des moyens d'y arriver consiste à favoriser la création d'une autorité européenne du travail. Cela prend du temps, c'est un long processus décisionnel. En effet, il existe une tension entre l'intérêt général européen (représenté par les institutions européennes) et la somme des intérêts particuliers nationaux. Le Conseil bloque quelque peu les négociations et certains états cherchent à préserver leurs avantages compétitifs et leurs modèles sociaux.

Un autre moyen réside aussi dans la volonté, au niveau européen, d'appréhender et de s'appropriier des problématiques sociétales actuelles. Ainsi la CES se bat pour le maintien d'un équilibre vie privée/vie au travail, pour une meilleure reconnaissance du congé parental et de celui des aidants (plus de jours et mieux rémunérés).

L'Europe sociale passe d'abord par une organisation européenne des acteurs sociaux. Il ne faut pas tout attendre du politique. L'Europe sociale passe par une coopération renforcée et la promotion d'espaces de débat propre.